

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 307/04

MDE 25/002/2004 – ÉFAI

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES DE RENVOI FORCÉ

ÉMIRATS ARABES UNIS / SOUDAN / Abdelaziz Khalid Osman (h), ressortissant soudanais, âgé de plus de 60 ans

Londres, le 11 novembre 2004

Abdelaziz Khalid Osman, opposant politique au gouvernement soudanais, risque à tout moment d'être renvoyé de force au Soudan par les autorités des Émirats arabes unis. Dans son pays, cet homme pourrait être torturé, placé en détention au secret ou subir un procès inéquitable.

Ancien prisonnier politique au Soudan, Abdelaziz Khalid Osman est le président de l'Alliance nationale soudanaise/Forces de l'alliance soudanaise, un groupe politique armé du Soudan oriental.

Le 23 septembre, cet homme a été arrêté par les autorités émiriennes à l'aéroport d'Abou Dhabi, alors qu'il arrivait du Caire, en Égypte. Il est actuellement en détention dans une prison d'Abou Dhabi. Selon certaines sources, les autorités émiriennes étudient actuellement une demande d'extradition émise contre lui par le gouvernement du Soudan. Bien qu'il ait pu se faire assister d'un avocat, Abdelaziz Khalid Osman n'aurait pas la possibilité de contester devant un tribunal sa détention prolongée, ni une éventuelle décision concernant son renvoi forcé au Soudan. Il souffrirait de dorsalgies chroniques et d'hypertension.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

S'il était renvoyé au Soudan, Abdelaziz Khalid Osman reviendrait dans un pays où les opposants politiques sont souvent détenus au secret de façon prolongée et torturés par les forces de sécurité. Les procès de ces personnes, quand ils ont lieu, sont systématiquement inéquitables. Ainsi, des dizaines de membres du Congrès populaire (CP) ont été détenus au secret ces trois dernières années. Dix-huit membres du CP, accusés d'avoir fomenté une « tentative de coup d'état », sont actuellement jugés à Khartoum, la capitale. Certains d'entre eux risquent la peine capitale. Plusieurs déclarent être passés aux aveux sous la torture.

L'Alliance nationale soudanaise et sa branche armée, les Forces de l'alliance soudanaise, ont combattu les forces armées du Soudan, notamment en octobre 2002. Ce groupe appartient à l'Alliance démocratique nationale (ADN), un rassemblement plus ou moins cohérent de partis d'opposition soudanais basés en Érythrée. Les factions actuellement en guerre contre les autorités soudanaises dans le Darfour (ouest du Soudan), ont également rallié l'ADN. Les opposants politiques du Darfour et du Soudan oriental dénoncent la marginalisation de leurs régions par le gouvernement, ainsi que le caractère exclusif des pourparlers de paix visant à mettre un terme à la guerre civile dans le sud du pays. Vers la fin du mois d'octobre 2004, le gouvernement soudanais et l'ADN ont entamé des négociations de paix au Caire.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :

- exprimez votre préoccupation concernant l'arrestation et la détention d'Abdelaziz Khalid Osman ;
- appelez les autorités à lui donner la possibilité de contester sa détention, ainsi que toute décision concernant son éventuel retour forcé au Soudan, devant un tribunal ;
- demandez aux autorités de garantir qu'il est correctement traité et peut bénéficier de soins médicaux si nécessaire ;
- exigez sa libération immédiate, à moins qu'il soit inculpé d'une infraction dûment reconnue par la loi ;
- exhortez les autorités à ne pas le renvoyer de force au Soudan.

APPELS À :

Ministre de la Justice :

His Excellency
Muhammad Nakhira Al-Dhahiri
Minister of Justice, Awqaf and Islamic Affairs
PO Box 753
Abou Dhabi, Émirats arabes unis

Fax : +971 2 681 5155

Formule d'appel : *Your Excellency*, / Monsieur le Ministre,

Ministre des Affaires étrangères :

His Excellency
Shaikh Hamdan bin Zayed Al Nahyan
Minister of Foreign Affairs, Ministry of Foreign Affairs
PO Box 1
Abou Dhabi, Émirats arabes unis

Fax : +971 2 449 4994

Formule d'appel : *Your Excellency*, / Monsieur le Ministre,

COPIES aux représentants diplomatiques des Émirats arabes unis dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 23 DÉCEMBRE 2004, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*